

# CFNEWS

*magazine*

NOVEMBRE 2022 - N°28

## ESG

# LE CAPITAL HUMAIN PREND DU GALON

### FONDS À IMPACT

La nouvelle vague  
mène la danse

---

### RÉGLEMENTATION

SFDR : de l'obligation  
de communiquer  
à l'art de se distinguer

---

### CONSEILS

Quand la tech  
booste les pratiques  
ESG des fonds

### EVENT

---

Les lauréats de  
la 5<sup>ème</sup> édition  
des Grands Prix  
CFNEWS AuRA



**ENGAGÉ À VOS CÔTÉS  
POUR LA RÉUSSITE  
DE VOS OPÉRATIONS EN CAPITAL**



**BDO, acteur de référence en Transaction Services**  
Leader sur le Small Cap  
(Classement CFNEWS Due Diligences Financières | 2021)



**BDO - Transaction Services**

Due Diligence Financière | Fiscale | Légale | Sociale | RGPD | ESG

En 2021, BDO a adopté le statut d'entreprise à mission.

Notre raison d'être : « Socle et tremplin de ceux qui investissent l'avenir ».

[www.bdo.fr](http://www.bdo.fr)

BDO est la marque utilisée pour désigner le réseau BDO et chacune de ses sociétés membres. © 2022 BDO. Tous droits réservés.



**Passionnement  
engagé.**

# SOMMAIRE

CFNEWS MAGAZINE. N°28 - Novembre 2022

## EDITO

Un nouveau paradigme \_\_\_\_\_ 5

## ESG

Le capital humain prend du galon \_\_\_\_\_ 6

● Partage de la valeur : un cadre encore mouvant \_\_\_\_\_ 12

## FONDS À IMPACT

La nouvelle vague mène la danse \_\_\_\_\_ 16

● Les fonds de LBO majoritaires rejoignent le mouvement \_\_\_\_\_ 24

## RÉGLEMENTATION

SFDR : de l'obligation de communiquer à l'art de se distinguer \_\_\_\_\_ 28

● Le non-coté en quête de règles uniformisées \_\_\_\_\_ 36

## CONSEILS

Quand la tech booste les pratiques ESG des fonds \_\_\_\_\_ 40

## EVENT

Les lauréats de la 5<sup>ème</sup> édition des Grands Prix CFNEWS AuRA \_\_\_\_\_ 48

**CFNEWS**  
magazine

LE MAGAZINE DIGITAL DE CFNEWS

**Disponible sur le site web :** [www.cfnews.net](http://www.cfnews.net). **Société éditrice :** CORPORATE FINANCE NEWS, SAS au capital de 32 450 Euros. **Siège Social :** 50 avenue de La Grande Armée - 75017 PARIS (France). Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 500 442 652. **Directrice de la publication :** Agathe ZILBER. **Rédaction :** [redaction@cfnews.net](mailto:redaction@cfnews.net). **Abonnement-Publicité :** Anne DAUBA. **Direction artistique :** Jean BOURGOIN. **Ont participé à ce numéro :** Coralie BACH, Aurore BARLIER, Lucas DJEFFAL, Houda EL BOUDRARI. **Hébergeur :** SMILE S.A., 20 rue des Jardins, 92600 Asnières-sur-Seine, France.

© Tous droits réservés CFNEWS 2022 - Crédit couverture : annaspoka - stock.adobe.com. Reproduction interdite sauf accord préalable. Ce document et les textes, visuels ou données qu'il contient n'entraîne aucun abandon ou transfert de propriété intellectuelle de la part de CFNEWS et ne donne naissance à aucun droit ou tolérance sur les conditions générales d'utilisation du site CFNEWS.net. Les marques et logos figurant sur ce site sont déposés et ne doivent pas être utilisés à des fins publicitaires sans le consentement écrit préalable du propriétaire de la marque. Toute reproduction du contenu de ce site, totale ou partielle, tant en France qu'à l'étranger, est rigoureusement interdite, compte tenu des dispositions légales en vigueur relatives à la propriété intellectuelle et artistique, sauf accord préalable exprès de CFNEWS. Les documents photographiques illustrant cette parution, à l'exception de ceux crédités directement, nous ont été fournis par leurs auteurs ou ayants droits et restent la propriété de ces derniers.

The logo features the number '15' in a large, bold, gold-colored font. The '5' is stylized with a red interior. To the right of the '15', the word 'YEARS' is written in a smaller, gold-colored, sans-serif font. Two horizontal gold lines are positioned above and below the word 'YEARS'.

15 YEARS

15<sup>EME</sup> GRAND PRIX CFNEWS

DE LA CROISSANCE EXTERNE

13 JUIN 2023

CERCLE DE L'UNION INTERALLIÉE



# EDITO

AUORE BARLIER,  
CHEFFE DE SERVICE



## UN NOUVEAU PARADIGME

**L**es jours du *greenwashing* sont désormais comptés. Nombreuses à avoir été lancées ces dernières années, les stratégies extra-financières des acteurs du non-coté s'affinent sur les sujets environnementaux, tout en accordant une part grandissante aux enjeux sociaux à travers la définition de nouveaux KPIs (lire page 6). Et aboutissent, dans leur forme la plus noble, à la création de véhicules à impact dans le sillon d'acteurs historiques comme Citizen Capital, Alter Equity ou Impact Partners. Les bases de données CFNEWS en ont recensé une vingtaine classés article 9 de la réglementation SFDR sur les trois années écoulées, pour un montant levé de 2,74 Md€ toutes stratégies confondues (lire page 16).

Car si l'identification de ces fonds tenait, il y a quelques mois encore, à la simple déclaration de bonnes intentions de ceux qui en assurent la gestion, elle sera bientôt étayée par des obligations réglementaires visant à éclairer considérablement le choix des LPs. Les nouveaux textes - en tête desquels figure la SFDR (lire page 28) mais aussi d'autres directives telles que la CSRD ou encore MiFID 2 - déclenchent une harmonisation des pratiques bienvenue mais imposent également aux investisseurs de définir des méthodologies adaptées.

Dans ce contexte, le recrutement d'experts semble clé, de même que la participation aux réflexions d'initiatives de Place dédiées à ces sujets (iCI, PRI...). Pour répondre à ces exigences émergentes sans prendre le risque de voir leurs véhicules « déclassés », les fonds peuvent également compter sur l'appui de conseils d'une nouvelle nature. Ces acteurs, présentant une offre teintée de technologie, se donnent pour mission de les épauler tant sur les *due diligences* que sur le suivi des indicateurs extra-financiers de leurs participations. En témoignent notamment la création de Sweep, de Reporting 21 ou encore de Carbometrix, par un ancien investisseur (lire page 40)... lesquels cherchent parfois eux-mêmes à lever des fonds pour développer ces services devenus si précieux pour l'ensemble de l'industrie. Bonne lecture de ce dernier numéro de l'année. Toute l'équipe de CFNEWS vous souhaite, d'ores et déjà, de très belles fêtes. ■



# LE CAPITAL HUMAIN PREND DU GALON



Les réflexions autour des critères sociaux s'intensifient chez les acteurs du non-coté, qui s'attachent désormais à définir des indicateurs pertinents et uniformes en s'entourant de nouveaux partenaires.

PAR **AUORE BARLIER**

**A** lors que l'environnement a assis son hégémonie dans les stratégies ESG, les récentes crises ont eu pour vertu de rappeler l'importance des enjeux sociaux. Les grèves envahissant le Vieux Continent sur fond d'inflation en sont certainement l'une des expressions les plus criantes. « Au cœur des problématiques sociales en Europe de l'Ouest, les notions de pouvoir d'achat et de création d'emplois résonnent plus que jamais cette année en raison de l'évolution du coût de la vie », souligne Emmanuel Daull, responsable de la dette non cotée de Groupama AM qui a initié l'an passé l'un des premiers fonds de dette à impact social du marché en misant sur son ADN de filiale de groupe mutualiste avec un premier closing de 150 M€ soutenu par deux souscripteurs externes. D'abord chasse gardée de certains fonds quasi-philanthropiques ou d'institutionnels souhaitant nourrir leur mission à travers leur activité d'investisseur (Harmonie Emplois Durables, confié par Harmonie Mutuelle à Eiffel, Maif Impact Social et Solidaire...), la thématique intéresse en effet, depuis quelques mois, des fonds

“  
La performance  
financière  
des entreprises  
passe par  
le souci du  
capital humain.”

CLAIRE GOMARD, ASSOCIÉE,  
CARE CAPITAL PARTNERS.



traditionnels en quête de LPs. Ces nouveaux acteurs l'ont d'abord appréhendée à travers la mixité. Mais face à l'étroitesse de cet univers d'investissement - qui a notamment eu raison de Women Equity et de Women Leadership Capital, lancé par Apicap - certains ont élargi leur champ d'action. C'est ainsi qu'est né Care Capital cette année, avec la volonté de promouvoir l'Homme dans toute sa dimension. « La performance financière des entreprises passe par le souci du capital humain. Or, pour libérer son plein potentiel, il est nécessaire de travailler sur l'épanouissement de chaque talent en vue de lui donner l'envie de s'engager à long terme », énonce Claire Gomard, co-fondatrice de cette société d'investissement indépendante avec Philippe Franchet.

## Une affaire de ressources humaines

**D**e plus en plus nombreux à miser sur des *operating partners* dans le déploiement de leur activité, les fonds mettent également ces ressources à profit de leurs participations pour contribuer à développer le capital humain au sein des sociétés et, par voie de conséquence, leur valeur économique. « A travers nos *business partners* et notre plateforme de ressources humaines - qui apportent de l'expérience, du management de transition, de la formation et du conseil - nous contribuons à muscler les entreprises de l'intérieur et, ainsi, à amener de la croissance durable », détaille Fanny Letier qui, dès la création de la société *evergreen* Geneo, en 2019, a placé la notion de « capital humain » au cœur de sa raison d'être. Pour convaincre ses participations de l'importance de cet élément, l'investisseur met à leur disposition un réseau de partenaires et sensibilise dirigeants et départements des ressources humaines, avec un lien qui se crée bien souvent - et de manière assez inédite pour des fonds - dès les *due dili-*

---

## DE NOUVEAUX KPIs

**D'**abord simple conviction, l'intuition croissante des fonds autour de la consécration du social gagne désormais à être étayée. Quelques conseils s'y sont déjà attachés à travers des études : McKinsey estime, par exemple, qu'une augmentation de 10 % de la diversité de genre dans les comités exécutifs et conseils d'administration augmente respectivement l'Ebit d'1,6 point et de 3,5 points. Si Care Capital a notamment confirmé cette thèse auprès de spécialistes des sciences cognitives, du leadership ou encore de la diversité et de l'inclusion au sein de sa chaire Care Capital, une analyse de la performance des participations est tout aussi cruciale. Pour démontrer la corrélation entre

*l'augmentation de la valeur économique et l'accroissement du capital humain, Geneo mise ainsi sur l'attribution d'un scoring visant à suivre la progression des entreprises dans le temps. « A partir du sous-ensemble 'Social' de notre collecte annuelle, nous sommes en train de créer un indice de capital humain reposant sur six axes et une quinzaine d'indicateurs », développe la dirigeante. Parmi les axes retenus : l'engagement, le partage de la valeur, la diversité ou encore la santé au travail. Quant aux arguments avancés par les fonds convaincus que la donnée est difficilement accessible, Fanny Letier les balaie d'un revers de main. « En tant qu'actionnaire, pour adresser le social sans*



**FANNY LETIER, ASSOCIÉE, GENE0.**

*alourdir la charge administrative pour l'entreprise, il est possible de se fonder sur les éléments produits habituellement par celles-ci - notamment à destination de la DGFIP, de la médecine du travail, de l'inspection du travail ou encore du Ministère des affaires sociales », rappelle la responsable qui entend rendre disponible ce nouvel indice de capital humain à l'ensemble de l'industrie.*

*gences.* « L'objectif est d'analyser ensemble les difficultés rencontrées par les entreprises sur les sujets RH puis de définir le(s) KPI adapté(s) pour agir sur la cause », explicite Emmanuel Daull, indiquant ne pas se contraindre à un nombre d'indicateurs particuliers.

## Une réglementation sur la bonne voie

**L** faut dire qu'il est parfois complexe pour les acteurs du non-côté de s'intéresser à ce pilier. « Le E est souvent plus simple à adresser, le G est de mieux en mieux encadré par la réglementation - notamment avec les lois Copé-Zimmerman et Rixain (relatives à la représentativité des femmes dans les instances dirigeantes, ndlr) - mais le critère Social reste

plus complexe à appréhender », admet Alexandre Mars, fondateur de Blisce, engagé dans une démarche ESG depuis la création de la structure d'investissement il y a sept ans et aujourd'hui en phase de levée d'un second fonds ayant collecté 125 M€ lors d'un premier *closing*. Au-delà des initiatives portées individuellement par les acteurs du non-coté, la réglementation pourrait prochainement aboutir à une accélération sur le sujet. « Les réflexions des acteurs du non-coté et du régulateur autour du S sont encore à un stade préliminaire et pâtissent d'un manque d'indicateurs homogènes pour industrialiser les pratiques. La taxonomie sociale, dont les premières moutures sont attendues l'année prochaine, devrait être d'une grande aide, affirme ainsi Claire Gomard. Dans l'attente, nous avons bâti avec 40 dirigeants du Club Diversité Équité Inclusion de Care Capital un Manifeste du Dirigeant Inclusif qui propose aux dirigeants de suivre trois indicateurs clés de performance sociale parmi dix. Ce sont des KPIs simples à mettre en place et efficaces ». Outre l'appropriation de ces indicateurs, les signataires s'engagent à se rassembler sur les trois prochaines années dans le cadre de groupes de partage de bonnes pratiques.

Les initiatives viennent parfois directement des sociétés. A l'instar de Cetih, groupe spécialisé dans l'enveloppe de l'habitat, qui s'est entouré de fonds choisis et a confié 35 % de son capital à un fonds de dotation philanthropique dans le cadre d'un MBO à valorisation prédéterminée en vue de placer entre les mains de 70 % de ses 1 600 collaborateurs quelque 33 % de son capital. Pour « boucler la boucle », de plus en plus de fonds choisissent, eux aussi, de redistribuer une partie de leur performance à des fins sociales. « Tout collaborateur de Blisce reverse 20 % de *carried interest* et alloue 5 % de son temps à des organisations sociales », illustre Alexandre Mars. ■



“  
Le critère social  
reste le plus complexe  
à appréhender.”

ALEXANDRE MARS, PDG, BLISCE.



## À LIRE AUSSI SUR CFNEWS EN LIGNE

- ➔ **La Maif accélère dans l'investissement à impact social**
- ➔ **Blisce élargit sa base de LPs**
- ➔ **Cetih se couvre d'un MBO aux dimensions RSE**



# Investisseur respectueux de la planète et des hommes

Alter Equity a été la première société de gestion française dans le non-côté créée pour financer les nécessaires transitions environnementales et sociales. Alter Equity a inventé un modèle d'investissement et porte un capitalisme responsable, vers une économie plus durable et inclusive. Cette ambition est symbolisée par les 3P du nom de ses fonds signifiant **People, Planet et Profit**.

People

33%

des participations  
du Fonds I dirigées  
par des femmes

Planet

3,1

millions de tonnes  
de CO<sub>2</sub> évitées, soit  
0,7% des émissions  
annuelles de  
la France

Profit

+103%

croissance moyenne  
en 2021 du CA  
des participations  
du Fonds II

alterequity

[www.alter-equity.com](http://www.alter-equity.com)



# PARTAGE DE LA VALEUR : UN CADRE ENCORE MOUVANT



Souvent perçus comme vecteur d'engagement des collaborateurs, les dispositifs d'association des salariés au capital ou à la valeur créée gagnent lentement du terrain sous l'impulsion des pouvoirs publics et des associations de Place, mais peinent à se démocratiser.

PAR **AUORE BARLIER**

**D**ès 2008, France Invest - alors encore connu sous le nom de l'Afic - faisait la promotion du partage de la création de valeur dans sa « Charte des investisseurs en capital ». Un mouvement dont comptait bien bénéficier le gestionnaire de FCPE Equalis Capital, né un an plus tard mais qui n'a guère eu la portée escomptée, seuls quelques acteurs se mettant au pas, comme Ardian, qui a alors décidé de reverser une part de sa plus-value à ses participations. Les cinq premières années de son existence, le conseil a ainsi structuré une vingtaine de FCPE contre... 25 sur la seule année 2022, indique son fondateur Jean-Philippe Debas. Une explosion qui accompagne une plus large association des salariés à la création de valeur. « Ces derniers mois, plusieurs fonds nous ont demandé de structurer une offre de partage

de la création de valeur actionnariale applicable à des entreprises de toute taille, qui puisse être déployée dans la dynamique et le *timing* des transactions M&A sous-jacentes », assure Jérôme Laurre, fondateur du cabinet de conseil Beyond Solutions, faisant état de la nécessité pour les fonds et entreprises de nourrir des réflexions en amont des *deals*, en vue de mettre en place efficacement ce type de schéma. Dans ce contexte, France Invest a remis le couver en 2019 et poussé l'inclusion dans la loi Pacte d'un mécanisme de partage de la valeur permettant aux fonds de reverser jusqu'à 10 % de leur plus-value sur le plan d'épargne entreprise, la somme étant éligible au régime fiscal avantageux de ce dernier dans la limite de 30 % du plafond annuel de la sécurité sociale.

## Des rouages encore perfectibles

**P**eu d'acteurs en font pourtant usage, comme le constate Bertrand Thibault, *counsel* au sein du département social de Scotto. L'avocat perçoit néanmoins de l'appétence, en particulier « dans des

contextes de *carve-out* d'activités en difficulté, ce dispositif pouvant être perçu comme vertueux aux yeux des représentants du personnel ou même du tribunal de commerce lorsqu'il est saisi ». Autre avantage de ce type de convention pointé du doigt par Jérôme Laurre, son caractère « moins coûteux » comparé à la mise en place d'un plan d'actionnariat salarié. Pour autant, ne « nécessitant pas d'investissement préalable des bénéficiaires, ce dispositif peut être perçu comme un complément de rémunération plutôt que comme un mécanisme associant les salariés au capital », souligne le conseil. Un inconvénient dont pâtit aussi le dispositif des *manpack* depuis sa refonte en 2021. « Avec les arrêts du Conseil d'État, le *management package* "revisité" perd sa nature d'outil d'*incentive*. Les dispositifs légaux alternatifs que nous mettons en place pour



Il est nécessaire d'assouplir le premier étage de la fusée que constituent l'intéressement et la participation.

JEAN-PHILIPPE DEBAS, PRÉSIDENT, EQUALIS CAPITAL.



*Avec les arrêts du Conseil d'État, le management package "revisité" perd sa nature d'outil d'incentive.*

ISABELLE CHERADAME, ASSOCIÉE, SCOTTO PARTNERS.



pallier ces nouvelles contraintes fiscales (principalement des actions gratuites, ndlr) sont en effet moins liés à la notion de performance individuelle et certains fonds préfèrent pour l'instant structurer des packages "à l'ancienne" », analyse Isabelle Cheradame, associée chez Scotto Partners.

## De nouveaux outils

Quelques freins persistent donc, amenant certains acteurs à plaider en faveur d'un élargissement des BSPCE à toutes les entreprises alors que ces bons de souscription de parts de créateur d'entreprise sont aujourd'hui cantonnés aux sociétés créées il y a moins de 15 ans. Quant à la diffusion plus large des dispositifs d'actionnariat salarié, « il est nécessaire d'assouplir le premier étage de la fusée que constituent l'intéressement et la participation », est notamment convaincu Jean-Philippe Debas. Ce dernier mise également gros sur le développement des « FCPE de reprise », véhicules mis en place par la loi Pacte pour embarquer l'ensemble des salariés au sein d'un dispositif unique remplaçant notamment les Manco. Une structure qui n'a pour l'heure guère trouvé son public ailleurs que chez Les Zelles, dans le cadre de son LBO. Le développement de l'actionnariat salarié, utilisé par 200 des 4 000 ETI éligibles en France, semble quant à lui sur la bonne voie. D'autant que les grandes entreprises donnent le ton. Renault, par exemple, entend confier par ce biais pas moins de 10 % de son capital à ses collaborateurs en 2030. Pour aller encore plus loin, le Gouvernement mise sur la création d'un dispositif de « dividende salarié », dont les contours n'ont pas encore été révélés. ■



## À LIRE AUSSI SUR CFNEWS EN LIGNE

- ➔ Les Zelles s'ouvre à tous ses salariés
- ➔ Equans rejoint un industriel coté



**bakertilly**

M&A

# Opérations de **small et mid-cap**

**226** deals M&A

+ de **250** missions de due diligence

Présence dans **148** pays

---

Baker Tilly M&A, filiale de Baker Tilly, **est spécialisée dans les opérations de fusions-acquisitions.**

Forts de **15 années** d'expérience dans l'accompagnement de start-ups, de PME et d'ETI au niveau national, **nos experts Baker Tilly M&A sont présents à vos côtés du début à la fin d'une opération.**

 **bakertilly**



[www.bakertilly.fr](http://www.bakertilly.fr)

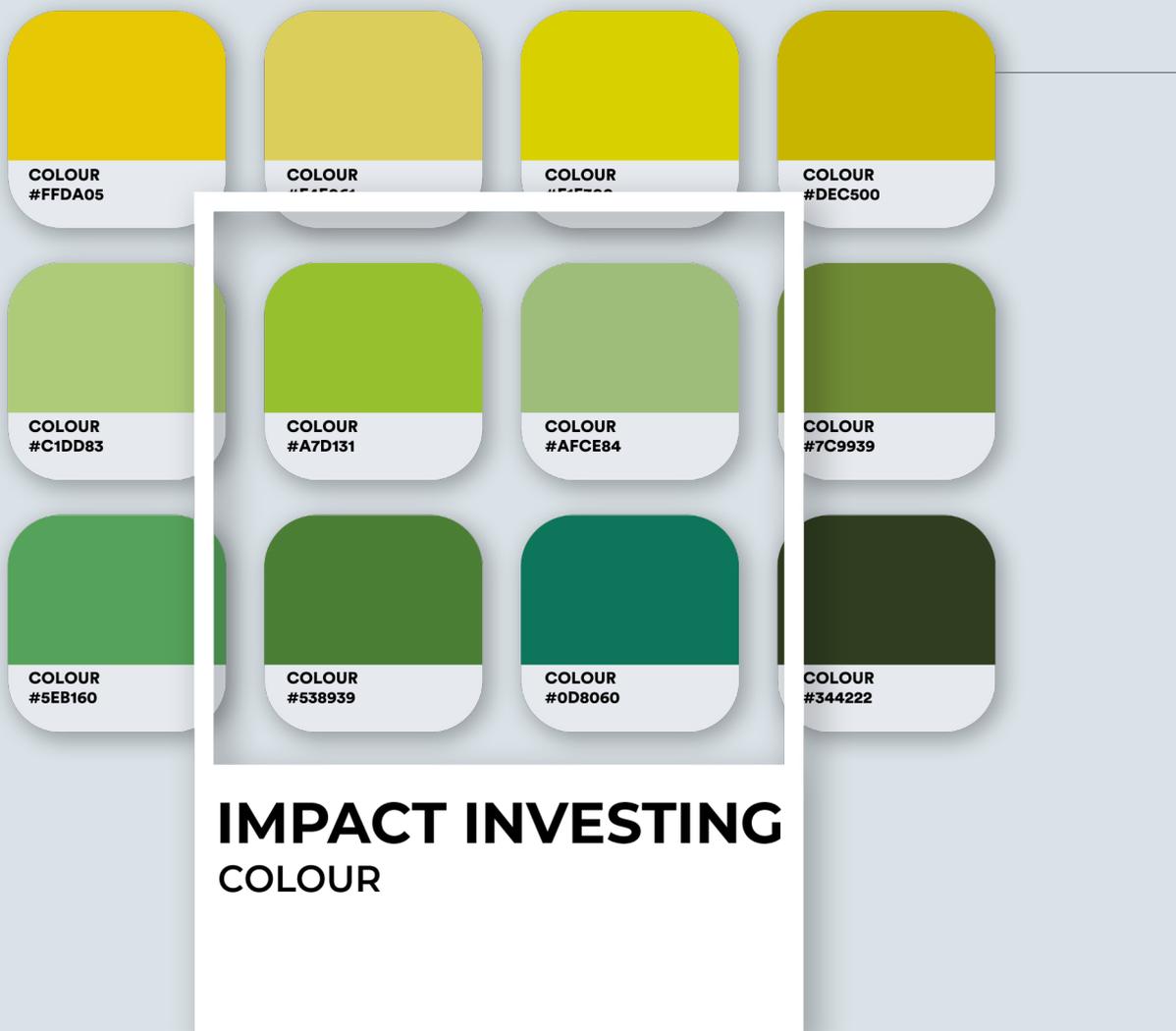


# LA NOUVELLE VAGUE MÈNE LA DANSE



Désormais présente dans tous les pans du private equity via différentes approches, la stratégie d'impact stimule les levées de véhicules. Aux côtés d'acteurs autoproclamés, une vingtaine de fonds français a opté pour l'article 9 de la SFDR et levé 2,74 Md€ depuis 2020 tous segments confondus, selon les bases de données CFNEWS.

PAR **HOUDA EL BOUDRARI**



**S**i les stratégies ESG des investisseurs se déclinent sur plusieurs nuances de vert, l'impact est incontestablement la version la plus verdoyante du spectre. Encore embryonnaire il y a quelques années, l'*impact investing*, qui reflète un engagement actionnarial en affichant l'intention de générer, en plus du rendement financier, un impact social et environnemental positif, connaît un fort engouement depuis trois ans. D'après les statistiques publiées par le GIIN (*Global Impact Investing Network*), ses actifs sous gestion dans le monde ont dépassé le seuil symbolique des 1 000 Md\$, toutes classes d'actifs confondues. En France, plus de 190 véhicules distribués par 60 sociétés de gestion et représentant un total supérieur à 35 Md€ d'AUM sont associés à la définition de

l'investissement à impact établie par France Invest et par le Forum pour l'Investissement Responsable (FIR) (voir encadré page 23). Sans surprise, les véhicules cotés se taillent la part du lion dans ce montant, la proportion de non-coté s'élevant à environ 5 Md€ pour une quarantaine de sociétés de gestion, ce qui représente déjà une hausse significative par rapport aux 1,6 Md€ et 26 sociétés de gestion recensées par la commission Impact de France Invest en 2018. Si l'on remonte encore plus loin dans le temps, seule une poignée d'acteurs atypiques revendiquaient cette terminologie. Considérés il y a à peine une décennie comme de doux rêveurs par leurs congénères du LBO, ils inspirent aujourd'hui les nouvelles stratégies de ces mêmes acteurs qui mettent désormais l'impact à toutes les sauces, parfois *ad nauseam*...

### Les acteurs historiques accélèrent

**S**urfant sur ce nouvel engouement qui a également converti les LPs, les pionniers de l'*impact investing* profitent de leur longueur d'avance pour multiplier leur force de frappe lors de leur deuxième, voire troisième millésime. C'est le cas de Citizen Capital, fondé en 2008, qui a collecté en février dernier 80 M€ pour le premier *closing* de son troisième véhicule *flagship* visant un objectif de 120 M€, soit le triple de son prédécesseur, qui avait réuni 43 M€ en 2016. De son côté, le précurseur de l'investissement dans les quartiers défavorisés créé en 2007, Impact Partners, s'est mué en plateforme européenne aux 350 M€ d'actifs sous gestion avec plusieurs véhicules et axes d'investissement couvrant le social, la revitalisation des territoires fragiles et la lutte contre le changement climatique. Son plus jeune confrère Alter Equity, fondé en 2013 par Fanny Picard, a dépassé de 40 M€ l'objectif de levée pour son deuxième véhicule en réalisant son *closing* final à hauteur de 110 M€ à



“  
*Beaucoup de fonds se sont lancés ces derniers mois avec des philosophies de l'impact très différentes.*”

MORGAN CARVAL, DIRECTEUR DES INVESTISSEMENTS À IMPACT, ARKEA CAPITAL.



## FONDS ARTICLE 9 LEVÉS DEPUIS 2020

NOM	SOCIÉTÉ DE GESTION	SOUSCRIPTEURS DU FONDS	STATUT	MONTANT <sup>1)</sup>	
				LEVÉ	VISÉ
EIFFEL IMPACT DEBT II	EIFFEL INVESTMENT GROUP	INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS	1 <sup>er</sup> CLOSING	500	800
NOV SANTÉ ACTIONS NON COTÉES	EURAZEO	FRANCE ASSUREURS (EX-FFA), CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	CLOSÉ	420	
FRANCE 2I	RAISE IMPACT	FONDATION DE FRANCE, BANQUE DES TERRITOIRES, NATIXIS ASSURANCES, GROUPE ARKEA, FAMILY OFFICES, AXA INVESTMENT MANAGERS, COVÉA, CREDIT AGRICOLE ILE DE FRANCE	4 <sup>ème</sup> CLOSING	240	200
TOMORROW PRIVATE EQUITY FUND	INITIATIVE & FINANCE	INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS, FEI, BPIFRANCE INVESTISSEMENT, LGT CAPITAL PARTNERS, SWEN CAPITAL PARTNERS	1 <sup>er</sup> CLOSING	175	350
GROUPAMA SOCIAL IMPACT DEBT	GROUPAMA ASSET MANAGEMENT	INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS	1 <sup>er</sup> CLOSING	150	200
TILT CAPITAL FUND 1 (TILT CAPITAL FUND 1)	TILT CAPITAL PARTNERS	BEI, FEI, BPIFRANCE INVESTISSEMENT, INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS, INVESTISSEURS PRIVÉS, FAMILY OFFICES	1 <sup>er</sup> CLOSING	145	250
LBPAM MID CAP SENIOR DEBT	LA BANQUE POSTALE ASSET MANAGEMENT (LBPAM)	GROUPE LA BANQUE POSTALE, CNP ASSURANCES, INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS	1 <sup>er</sup> CLOSING	135	300
YOTTA SMART INDUSTRY	YOTTA CAPITAL PARTNERS	BPIFRANCE, FEI, SWEN CAPITAL PARTNERS, INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS	CLOSÉ	132	120
MAIF DETTE À IMPACT	EIFFEL INVESTMENT GROUP	MAIF	CLOSÉ	120	120
MAIF DETTE À IMPACT ENVIRONNEMENTAL	ARTEMID	MAIF	CLOSÉ	120	120
WCP IMPACT DEV#1	WEINBERG CAPITAL PARTNERS	INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS	CLOSÉ	115	
MUTUELLES IMPACT	XANGE, INVESTIR& +	MUTUALITÉ FRANÇAISE, MUTUELLES	2 <sup>ème</sup> CLOSING	80	100
MIROVA ENVIRONNEMENT ACCELERATION CAPITAL	MIROVA	MIROVA	1 <sup>er</sup> CLOSING	50	300
BIO FILIÈRES DURABLES	ESFIN GESTION	INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS, FAMILY OFFICES	1 <sup>er</sup> CLOSING	23,5	40

(\*) En millions d'euros

Source : sociétés / CFNEWS

l'été 2020, tandis que We Positive Invest, le fonds impact d'Arkea lancé en 2016, entre également dans le petit club des acteurs levant un deuxième millésime en ciblant 100 M€ grâce à l'appui de nouveaux LPs, soit cinq fois la taille du premier véhicule investi sur les fonds propres de la banque régionale. « Beaucoup de fonds se sont lancés ces derniers mois avec des philosophies de l'impact très différentes », relève Morgan Carval, directeur des investissements à impact chez Arkea Capital. « Si l'impact était assimilé à ses débuts à la *venture philanthropy* ou à l'économie sociale et solidaire avec des rentabilités relativement faibles, le marché est assez mûr aujourd'hui pour concilier performances financières et extra-financières », poursuit l'investisseur qui chapeaute le fonds We Positive Invest dont l'objectif de TRI pour le deuxième millésime est supérieur à 15%.

### La nouvelle vague

**M**ais ces pionniers de l'*impact investing* se font déjà rattraper, voire dépasser, en taille de levée, par les nouveaux arrivants qui ont adopté cette thématique comme axe de diversification ou en tant que *first-time team*. Parmi les premiers acteurs « non-historiques » à s'être positionnés sur ce créneau dès 2019, Weinberg Capital Partners a mené haut la main la levée de son premier véhicule WCP Impact Dev#1 avec un *closing* final signé à l'été 2021 à 115 M€. Ce faisant, il s'est hissé parmi les plus importants des fonds à impact français après notamment deux véhicules initiés par des investisseurs institutionnels : Raise Impact doté de 240 M€ en novembre 2021, deux ans après son lancement sous l'impulsion de la Fondation de France, et le FPCI Nov Relance Impact, fort de 124 M€ confiés à Turenne par France Assureurs et la Caisse des Dépôts en février 2021. Cette nouvelle vague de fonds à impact investissant en minoritaire a été rejointe à la fois par des acteurs du LBO majoritaire qui veulent dupliquer leur modèle d'accompagnement sur des feuilles de route extra-financières et, à l'autre bout du spectre, par des fonds de dette et de quasi-fonds propres qui indexent une part de leur *pricing* à l'atteinte d'objectifs d'impact. Ainsi, deux ans à peine après avoir lancé le premier fonds de dette privée à impact qui a finalisé sa levée à 576 M€, Eiffel Investment Group a récidivé cet été avec un deuxième millésime

## FONDS ARTICLE 9 EN CAPITAL-INNOVATION

NOM	SOCIÉTÉ DE GESTION	SOUSCRIPTEURS DU FONDS	STATUT	MONTANT <sup>(*)</sup>	
				LEVÉ	VISÉ
SHIFT4GOOD FUND 1	SHIFT4GOOD	GRUPE RENAULT, BPIFRANCE, FEI, MOTUL, FAMILY OFFICES, BUSINESS ANGELS	1 <sup>er</sup> CLOSING	100	300
EDUCAPITAL 2	EDUCAPITAL	ETAT FRANÇAIS, BPIFRANCE INVESTISSEMENT, HACHETTE LIVRE, UMR, EDUCATION FOR THE MANY, JACOBS FRANCE, GROUPE BAYARD, EDITIONS LEFEBVRE SARRUT, BNP PARIBAS, MATMUT, CREDIT AGRICOLE CIB, REVITAL EMPLOI, ARKEA CAPITAL	1 <sup>er</sup> CLOSING	100	150
STARQUEST PROTECT (PROTECT FUND)	STARQUEST CAPITAL	BANQUE DES TERRITOIRES, MATMUT, GROUPE CREDIT AGRICOLE, CREDIT MUTUEL, BPCE, FAMILY OFFICES	1 <sup>er</sup> CLOSING	60	130
FONDS D'AMORÇAGE INDUSTRIEL MÉTROPOLITAIN LYON-SAINT-ETIENNE (FAIM)	DEMETER	LYON METROPOLE, SAINT-ETIENNE METROPOLE, BANQUE DES TERRITOIRES, GRDF, PLASTIC OMNIUM, GROUPE SEB, IFP ENERGIES NOUVELLES, CRÉDIT AGRICOLE LOIRE HAUTE-LOIRE, GROUPAMA RHONE-ALPES AUVERGNE, CAISSE D'ÉPARGNE RHÔNE-ALPES, CCI LYON MÉTROPOLE SAINT ETIENNE ROANNE	1 <sup>er</sup> CLOSING	40	80
RING MISSION	RING	TIKEHAU CAPITAL, BPIFRANCE INVESTISSEMENT, GROUPE BNP PARIBAS, MIROVA, DANONE, INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS, FAMILY OFFICES, INVESTISSEURS INDIVIDUELS	1 <sup>er</sup> CLOSING	35	50

(\*) En millions d'euros

Source : sociétés / CFNEWS

visant 800 M€ et un premier *closing* de 500 M€ signé en juillet. Labellisé article 9 selon la réglementation SFDR, à l'instar d'une vingtaine de véhicules ayant levé 2,74 Md€ ces trois dernières années selon les bases de données CFNEWS (voir les tableaux page page 19 et 21), le fonds affiche pour particularité d'inclure des covenants d'impact permettant de moduler le coût du financement, à la hausse comme à la baisse. Ces derniers rassemblent des critères ESG, évalués chaque année par un organisme indépendant, comme par exemple la création d'emplois, la réduction du bilan carbone, l'éducation et la formation. Cette stratégie a rapidement fait des émules avec le lancement du quatrième millésime de dette senior d'Amundi en septembre 2021 sous l'emblème de l'impact. Visant une collecte totale de plus de 1 Md€, Amundi Senior Impact Debt IV a déjà réuni 650 M€ lors de son premier *closing*. Avant cela, le pionnier de la dette privée en

France Tikehau s'est également doté d'un premier véhicule d'*impact lending* qui a réuni en février 2021 le quart de son objectif final de 400 M€. Après le lancement en 2018 du premier fonds de *private equity* dédié à la transition énergétique et à la décarbonation de l'économie, Tikehau Capital n'a de cesse d'étoffer sa plateforme avec des fonds à impact dont le dernier né en mai 2022 est dédié à l'agriculture régénératrice.

### Article 9... ou pas



**FANNY PICARD,  
FONDATRICE,  
ALTER EQUITY.**

**D**e son côté, Geneo Capital Entrepreneur, structure *evergreen* créée en 2018 par Fanny Letier et François Rivolier, a officialisé cet été le premier *closing* d'un fonds dédié au financement en quasi-fonds propres qui a collecté 100 M€, soit la moitié de son objectif. Revendiquant un positionnement de fonds de mezzanine d'impact positif pour les ETI et grosses PME, Geneo Mezzanine vient de signer son premier investissement dans le cadre de l'opération *sponsorless* du spécialiste de la location de sanitaires mobiles Enygea. A cette occasion, le fonds apporte 13 M€, structurés en partie en OBSA et en partie en mezzanine, avec des intérêts capitalisés dont le coût est indexé à l'atteinte d'objectifs extra-financiers. À la différence des fonds de dette à impact qui utilisent le même mécanisme, Geneo met à disposition de sa participation des experts de l'impact pour l'aider à déployer sa feuille de route extra-financière. La société de gestion a pourtant opté pour l'article 8 de la réglementation SFDR. « Nous manquons de recul sur

l'interprétation du champ d'éligibilité de l'article 9 et sommes en attente des critères encore en construction de la taxonomie », explique Mathilde Paoli, directrice associée de Geneo Capital Entrepreneur. Cette prudence prévaut également pour les véhicules à impact d'Eurazeo. Si les fonds Nov Santé, lancés début 2021 à l'initiative de France Assureurs et de la Caisse des Dépôts pour financer les PME en santé en France, Eurazeo Transition Infrastructure Fund et Eurazeo Sustainable Maritime Infras-

## LES TROIS CRITÈRES SINE QUA NON DE L'IMPACT

Fruit de deux ans de travail, le guide publié en 2021 par France Invest et le FIR définit les fonds à impact par trois caractéristiques. Tout d'abord, l'intentionnalité, qui correspond à la volonté de l'investisseur de générer un bénéfice social ou environnemental mesurable et ainsi de contribuer au développement durable. Pour éviter les effets d'aubaine et l'affichage marketing, le guide prévient que « l'intentionnalité ne consiste pas à revendiquer des impacts *ex post* sans avoir affirmé avoir eu l'intention de générer ces impacts au préalable », ni à « lancer un fonds dit à impact où la stratégie d'impact ne couvre qu'une partie du portefeuille de ce fonds ». Deuxième composante de la définition, l'ad-

ditionnalité, autrement dit la contribution de l'investissement à l'impact ; cette condition consiste à répondre à la question : « Si l'actif n'avait pas été financé par cet investisseur en particulier, quelle serait la différence ? ». Enfin, troisième caractéristique : la mesure de l'impact et, lorsqu'une rémunération de la performance existe, l'alignement des intérêts entre l'équipe d'investissement et les souscripteurs. Là encore, il ne s'agit pas de s'attribuer de façon excessive des résultats de mesure d'impact sans transparence sur l'additionnalité réelle apportée par l'investisseur, comme de revendiquer un nombre de vaccins produits (voire de vies sauvées) par euro investi dans une entreprise pharmaceutique.

structure sont classés article 9, le numéro deux du *private equity* français a retenu une approche prudente pour son fonds Smart City II, classé article 8, qui investit dans les sociétés digitales de la mobilité, de l'énergie, du bâtiment et de la logistique. Car en l'absence de taxonomie pour guider les investissements dans le digital, l'investisseur coté ne souhaitait pas créer une confusion en sous-entendant que 100% des sous-jacents du fonds auraient un objectif de durabilité. Ces différences d'interprétation sont appelées à cohabiter encore quelques mois, voire quelques années, tant que le flou régnera sur les implications de cette classification qui n'est pas un *label* a priori, mais qui sera soumise à des contrôles *a posteriori*. ■

### À LIRE AUSSI SUR CFNEWS EN LIGNE



- ➔ Eiffel Impact Debt II mis sur les rails
- ➔ Closing final pour le fonds Impact de Weinberg
- ➔ Geneo accélère

# LES FONDS DE LBO MAJORITAIRES REJOIGNENT LE MOUVEMENT



Si les véhicules historiques étaient cantonnés au minoritaire ou à des angles sectoriels nativement décarbonés, des équipes se lancent sur le LBO majoritaire à impact, visant la transformation des PME et ETI traditionnelles vers des modèles plus vertueux.

PAR **HOUDA EL BOUDRARI**

**L**ongtemps, l'*impact investing* a été cantonné au champ de l'économie sociale et solidaire ou à l'univers des *Greentech*. Aujourd'hui, sa « *mainstreamisation* » semble passer par le LBO majoritaire afin de pousser plus loin le curseur de l'accompagnement des participations sur les sujets extra-financiers. « La finance à impact est aujourd'hui cantonnée au capital-risque et aux prises de participations minoritaires, le plus souvent dans des sociétés qui n'ont pas encore ou tout juste franchi le cap du point mort en termes de rentabilité ou de *cash flows* positifs. En revanche, les PME et ETI françaises plus matures de l'économie "traditionnelle", qui représentent la grosse majorité des emplois et de la création de valeur du pays, sont globalement sous-équipées et insuffisamment accompagnées pour relever les nombreux et urgents défis de nature environnementale, sociétale ou de gouvernance qui se posent à elles », pointe François Poupée, qui vient de lancer avec son associé Thomas Geneton, un *first-time fund* dédié à l'investissement majoritaire en *small cap* intégrant une composante extra-financière sous le nom de Bowi, Buy-out with Impact. Le duo, qui a dirigé pendant quatre ans Paluel Marmont Capital et investit depuis plus de 20 ans dans les PME, veut partir d'une page blanche pour décliner son nouveau concept avec une équipe hybride à



*Les PME et ETI françaises sont globalement sous-équipées et insuffisamment accompagnées pour relever les nombreux et urgents défis de nature environnementale, sociale ou de gouvernance.*

FRANÇOIS POUPÉE, ASSOCIÉ BOWI.



moitié composée de professionnels de la RSE. D'autres ont choisi de lancer une nouvelle stratégie en s'adossant à une société de gestion déjà existante, comme Baudouin d'Hérouville qui a rejoint Initiative & Finance en 2020 pour créer une activité Mid Cap orientée vers la transition environnementale. Le véhicule, opportunément baptisé Tomorrow et classé article 9, a signé son premier *closing* début 2022 en réunissant plus de la moitié de son objectif de 350 M€ (lire l'encadré page 26).

## Accompagner la transformation

**A** l'autre bout du spectre, sur le segment du *very small cap*, d'autres initiatives ont également émergé avec la levée du premier millésime d'Edelweiss Transition & Impact, premier fonds impact de Capital Croissance qui a collecté 75 M€ à l'été 2021. Là encore, l'angle impact ne se matérialise pas au niveau du choix des cibles mais dans l'accompagnement des participations avec la mise en place, en parallèle au BP financier, d'un business plan RSE selon quatre axes privilégiés : la réduction de l'empreinte carbone, la parité hommes/femmes, la qualité de vie au travail et l'actionnariat salarié. Une partie du *management package* du dirigeant et du *carried interest* des investisseurs sera indexée à l'atteinte de ces performances extra-financières. Un dispositif complété par la mise à disposition de la dizaine de participations du fonds d'un budget de 750 K€ dédié au financement d'actions RSE. Capital Croissance compte ainsi convaincre des dirigeants, échaudés par la multiplication des *reportings* stériles, de l'efficacité d'un accompagnement concret dans la transformation ESG. Enfin, les stratégies ciblant des PME industrielles s'intéressent également à l'impact.

# LES PREMIÈRES INITIATIVES SUR LE MIDMARKET

**L**es stratégies hybrides sur le midmarket français sont encore rares, incarnées seulement par le fonds paneuropéen d'origine italienne *Ambienta* dont le quatrième millésime, levé cet été sous la bannière Article 9, a cartonné en collectant 1,55 Md€, soit plus du double du troisième fonds fermé à 635 M€ en 2018. Mais cela n'a pas manqué de susciter des vocations ces derniers mois. Et notamment celle déjà bien avancée de *Tomorrow*, représentée par Baudouin d'Hérouville, à la tête de l'activité Mid Cap d'Initiative & Finance, qui a inauguré son premier investissement en février avec un LBO majoritaire sur le spécialiste de la puériculture *Babymoov*. Mais celui qui a déjà réussi un premier closing

en début d'année réfute le terme *impact*, même s'il a opté pour l'article 9. « Ce terme est généralement mal compris - chacun en ayant souvent sa propre définition - et présente un risque de confusion avec des prismes sectoriels uniquement environnementaux ou sociaux, alors que notre stratégie d'investissement se veut résolument généraliste. A l'instar de la transition digitale, la transition environnementale est une problématique transversale qui concerne quasiment tous les secteurs d'activité et, par conséquent, toutes les entreprises », analyse l'associé d'Initiative & Finance, précisant épauler « des équipes dirigeantes qui s'engagent dans un plan de transformation de leur modèle d'affaires pour le rendre



**BAUDOIN D'HÉROUVILLE, DIRECTEUR ASSOCIÉ, INITIATIVE & FINANCE.**

plus durable ». Et d'autres lui emboîtent le pas. Ainsi, *Argos Wityu* a annoncé cet automne le lancement de son premier fonds d'impact avec le recrutement de Sandra Lagumina, anciennement directrice générale adjointe de *Meridiam*, et Jack Azoulay, précédemment directeur de cabinet au ministère de la Transition écologique. Si l'objectif de levée n'est pas encore annoncé, le fonds midmarket paneuropéen compte déployer cette nouvelle stratégie avec son ADN de buyout majoritaire.

C'est le cas de *Yotta Smart Industry*, *first-time fund* lancé début 2019 par Benoît Perrot et Xavier Herrmann, deux anciens d'ACE, avec l'objectif de relocaliser et dynamiser le tissu de PME dans les régions tout en favorisant la transition énergétique ainsi que la digitalisation. Un positionnement qui a rencontré un accueil particulièrement favorable post-covid puisque l'équipe a revu ses objectifs de levée à la hausse et finalisé son *closing* à 132 M€ en juillet 2021, alors que son hard cap était fixé à 120 M€. Classé article 9, le véhicule a pris des engagements fermes en termes de décarbonation et d'accompagnement de ses participations dans une trajectoire vertueuse. ■



## À LIRE AUSSI SUR CFNEWS EN LIGNE

- ➔ **BOWI Partenaires s'engage sur le LBO à impact**
- ➔ **Initiative & Finance se lance dans le MidCap**
- ➔ **Argos esquisse son fonds d'impact**



# LA *SYNERGIE* DE NOS MÉTIERS AU SERVICE DE LA *RSE* POUR CRÉER DE LA *VALEUR*

## Nos 3 solutions BM&A :

- Réalisation d'un diagnostic dès l'investissement
- Accompagnement à la transformation durable
- Pilotage de la performance extra-financière

## Nos atouts :

- Notre équipe dédiée Développement durable
- Notre connaissance des enjeux du Private Equity mêlée à la vision ESG
- Notre adaptabilité à vos besoins, du diagnostic à la mise en œuvre du plan d'action



© Brian Jackson - stock.adobe.com

---

# SFDR

## DE L'OBLIGATION DE COMMUNIQUER À L'ART DE SE DISTINGUER



Le règlement européen vient mettre de l'ordre dans la communication extra-financière des investisseurs. S'il pousse à encore plus de transparence, il n'est pas un gage de qualité, laissant le choix aux GPs de définir leur niveau d'engagement.

PAR **CORALIE BACH**

**A**cronyme désignant le règlement européen sur la communication extra-financière, la SFDR fait désormais pleinement partie du vocabulaire des sociétés de gestion. Entré en application le 10 mars 2021, le texte vise à clarifier et unifier les pratiques d'acteurs financiers de plus en plus désireux de prouver leurs vertus. « La majorité des sociétés de gestion communiquaient déjà sur leurs engagements extra-financiers, mais avec un niveau de détails et de maturité très variables selon les acteurs, relève Noëlla de Bermingham, directrice RSE d'Andera Partners et présidente de la commission *Sustainability* de France Invest. Le règlement SFDR fournit un cadre commun afin d'harmoniser la manière de présenter les produits financiers considérés comme durables, et limiter ainsi les tentatives de *greenwashing*. » Plutôt que de contraindre à l'action, le régulateur mise ainsi sur la transparence et le jeu de la comparaison, facilité par l'harmonisation des indicateurs, pour pousser les retardataires à accélérer leur politique

RSE. « L'Europe, et la France en particulier, sont déjà en avance par rapport aux États-Unis sur les sujets extra-financiers, relève Emmanuel Parmentier, *managing partner* du conseil en stratégie Indefi. Ces nouvelles obligations peuvent permettre de conserver, voire d'accroître cet avantage. »

## Suivre les incidences négatives

Loin d'être une révolution pour des GPs rôdés à l'exercice du *reporting* et du rapport ESG, le texte européen pousse toutefois le curseur des obligations d'information un peu plus loin avec le principe de double matérialité. « Le SFDR nous conduit à systématiser la démarche de mesure des impacts et des risques RSE en évaluant à la fois l'impact de l'environnement sur l'activité des entreprises du portefeuille, c'est le risque de durabilité, ainsi que l'impact de ces dernières sur la planète et les hommes, ce sont les incidences négatives » explique Noëlla de Bermingham. Ces dernières, abrégées sous leur version anglaise en PAI (*principal adverse impacts*), constituent en effet l'un des principaux apports du texte : 18 indicateurs, comme le niveau d'émissions de gaz à effet de serre ou l'écart moyen de rémunération entre les hommes et les femmes, doivent obligatoirement être renseignés. Ces obligations supplémentaires ont d'ailleurs poussé les sociétés de gestion à s'équiper, tant au niveau des outils informatiques que sur le plan des ressources humaines. Les recrutements de responsables RSE se sont en effet multipliés ces deux dernières années (voir le tableau ci-contre), tout comme les formations internes visant à sensibiliser les équipes à ces nouveaux enjeux. Au-delà d'un suivi plus fin des performances extra-financières des participa-

## LES RESPONSABLES ESG/SUSTAINABILITY RECRUTÉS DEPUIS JANVIER 2021

	NOM	STRUCTURE
	DOMINICA ADAM	APAX PARTNERS
	HÉLÈNE-ANAÏS BOUSCARLE	IXO PRIVATE EQUITY
	CAROLE BROZYNA	BRIDGEPOINT
	NOËLLA DE BERMINGHAM	ANDERA PARTNERS
	CHARLES DE LAURISTON	SAGARD
	SÉGOLENE DE MONTGOLFIER	EVOLEM
	CHRISTILLA DE MOUSTIER	FREMMAN
	AUORE GAUFFRE	CAPZA
	MARC GUYOT	BNP PARIBAS AGILITY CAPITAL
	LAURENT HYVER	CRÉDIT MUTUEL EQUITY
	DELPHINE LECONTE	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CAP. PART.
	ALIX LEMAIRE	CAPITAL CROISSANCE
	SARAH MATHIEU-COMTOIS	MEANINGS CAPITAL PARTNERS
	SANDRA PEKLE	ABÉNEX
	JESSICA PETERS	ARGOS WITYU
	MARIE-ALINE PUTZ-PERRIER	EMZ PARTNERS
	STANISLAS SALAÛN DE KERTANGUY	LBO FRANCE
	LADISLAS SMIA	MBO & CO
	JOANNA TIRBAKH	NAXICAP PARTNERS

Source : sociétés / CFNEWS

## A RESPONSIBLE INVESTOR

In unlisted assets...



PRIMARY • SECONDARY • DIRECT

## ... AND A COMMITED INVESTOR

towards a sustainable future



Climate strategy



Impact



Green allocation



ESG transparency



Collaborative  
engagement



Reputation monitoring

  @SWENCP  
[www.swen-cp.fr](http://www.swen-cp.fr)

22, rue Vernier 75017 Paris • +33 (0)1 40 68 17 17

Société de gestion agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sous le n°14000047

### DES VÉHICULES BIENTÔT DÉCLASSÉS ?

Toutes stratégies cotées et non cotées confondues, 41 fonds européens auraient déjà été rebasculés de l'article 9 à l'article 8. Ce chiffre, issu d'une note publiée fin octobre par le fournisseur de données Morningstar, reflète la prudence des sociétés de gestion vis-à-vis des exigences du régulateur concernant les produits financiers les plus durables. « Depuis les premières classifications début 2021, des précisions importantes ont été apportées sur les exigences des fonds article 9, notamment sur le fait qu'ils doivent être dédiés à 100 % à des investissements durables hors exceptions, souligne Véronique de Hemmer Gudme, directrice des affaires réglemen-

**VÉRONIQUE DE  
HEMMER GUDME,  
DIRECTRICE  
DES AFFAIRES  
RÉGLEMENTAIRES,  
CLIFFORD CHANCE.**



taires chez Clifford Chance. Il est compréhensible qu'au vu de ces informations supplémentaires, certains souhaitent changer de catégorie. Une telle démarche, lorsqu'elle est nécessaire, sera à mener de préférence avant le 1<sup>er</sup> janvier, date de l'entrée en application des normes techniques de réglementation (RTS) détaillant le contenu et la présentation des reportings ex-ante et ex-post spécifiques aux fonds article 8 et article 9. »

tions, le règlement conduit les investisseurs à définir une stratégie commune pour l'ensemble du véhicule : « Jusqu'à présent, l'essentiel des plans extra-financiers était établi société par société. La réglementation SFDR conduit à définir, en plus, une politique commune applicable à l'ensemble du portefeuille », explique Emmanuel Parmentier. Cette ligne directrice doit être pensée en amont de la constitution du fonds et notifiée aux investisseurs. « Le fonds doit notamment préciser dans ses informations précontractuelles quels sont ses objectifs en matière ESG, quels indicateurs vont être suivis, et s'il va comporter, ou non, une part d'investissements durables alignés sur la taxonomie », précise Véronique de Hemmer Gudme, directrice des affaires réglementaires au sein du cabinet d'avocats Clifford Chance. C'est aussi cette stratégie qui va guider le choix de la classification du fonds entre article 8 et article 9 (voir encadré ci-dessus). Pour rappel, la première catégorie vise les produits financiers promouvant des critères environnementaux et/ou sociaux, tandis que la seconde rassemble les produits ayant pour objectif l'investissement durable. Tous les autres fonds sont quant à eux englobés dans l'article 6.

# GIVE MEANING TO PERFORMANCE

HUMANLY RESPONSIBLE INVESTOR<sup>®</sup>



## MEANINGS

CAPITAL PARTNERS



SCIENCE  
BASED  
TARGETS

DRIVING AMBITIOUS CORPORATE CLIMATE ACTION

Meanings's 1.5°C-aligned decarbonization targets are SBTi-validated proving our commitment to building a sustainable economy  
<https://sciencebasedtargets.org/>

### LES INITIATIVES ET LABELS DE FINANCE DURABLE SE MULTIPLIENT

**D**es historiques PRI (Principes pour l'Investissement Responsable) à l'Initiative Climat International (iCI), les collectifs promouvant la finance durable se sont multipliés ces dernières années. « Leur principal objectif est de favoriser le dialogue entre les sociétés de gestion, témoigne Noëlla de Bermingham, directrice RSE d'Andera Partners, l'un des 170 signataires de l'iCI. Nous avons collectivement perdu beaucoup de temps à créer des outils chacun de notre côté. Il est aujourd'hui important d'échanger sur les bonnes pratiques afin de définir une approche commune que ce soit sur les enjeux climatiques ou de biodiversité. » Ces projets, suivis par un grand nombre de sociétés de gestion, se distinguent néan-



HERVÉ FONTA, PRÉSIDENT, MEANINGS CP.

moins des certifications et labels qui, outre un accompagnement, attestent de la qualité des actions menées. Mirova, Founders Future, et tout récemment Abénex ont par exemple

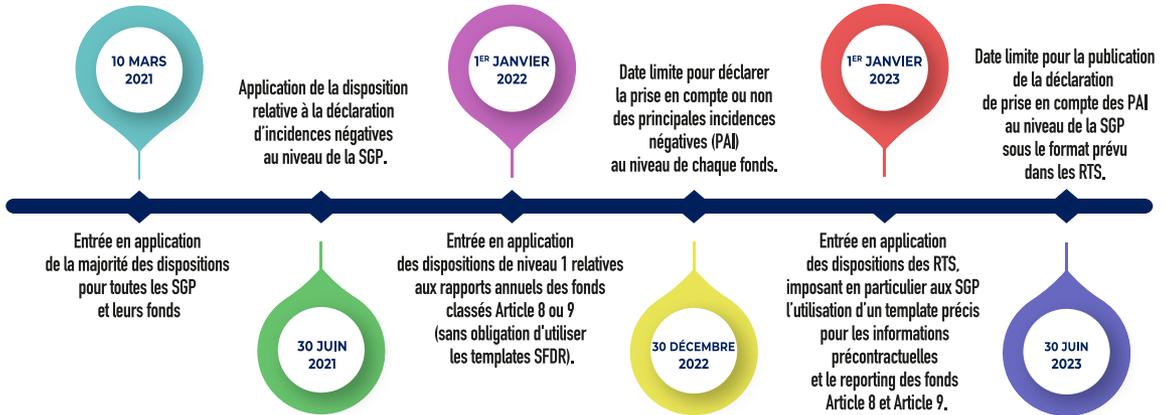
obtenu le label B-Corp, tandis qu'Eurazeo, Astorg ou encore Meanings ont reçu la validation du SBTi pour leur trajectoire de décarbonation : « Nous avons cherché un référentiel objectif pour évaluer nos actions, explique le président de Meanings, Hervé Fonta. En matière climatique, le SBTi apporte un cadre de réfé-

rence. Notre objectif est d'être aligné à 100 % sur la trajectoire définie par les Accords de Paris d'ici 10 ans. Nous accompagnons également nos participations vers la validation par le SBTi de leur plan de décarbonation. »

### L'article 8 comme nouveau standard

**D**ans une analyse menée fin août auprès de 54 sociétés de *private equity*, Indefi relevait que 41% des grosses sociétés de gestion (plus d'1 Md€ d'actifs) ont classé au moins la moitié de leurs encours en article 8 ou 9, pour une proportion de 43% chez les plus petits GPs. Dans les faits, à l'exclusion des fonds à impact, naturellement conçus pour l'article 9, la quasi-totalité des véhicules levés depuis 2021 sont désormais classés sous l'article 8. C'est le cas par exemple du dernier fonds ETI de Siparex, finalisé cet été à 450 M€, ou d'Eurazeo PME IV qui a franchi, à la même période, la barre du milliard d'euros.

## DATES CLÉS SUR L'ENTRÉE EN APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION SFDR



Source : France Invest/Esm

Les secteurs d'activité éligibles aux produits article 9 sont en effet restreints, rendant cette classification peu compatible avec les stratégies généralistes. Nouveau « standard » *du private equity*, l'article 8 n'a toutefois rien d'un label, et peut recouvrir des réalités très disparates. Une grande marge de manœuvre est en effet laissée à la société de gestion dans la définition de sa stratégie : de la simple politique d'exclusion à des objectifs bien plus ambitieux, à l'image des choix opérés par Meanings Capital Partners : « Nous nous engageons sur les enjeux de gouvernance durable afin de favoriser la transition des entreprises, illustre Sarah Mathieu-Comtois, directrice *Sustainability* de la société de gestion. Cela se traduit par des actions systématiques auprès de nos participations, comme lier la rémunération variable des dirigeants à la performance extra-financière, définir une *road map sustainability*, ou encore réaliser un bilan carbone. » L'équipe a également décidé pour son quatrième fonds mid cap en cours de levée (Meanings Private Equity Fund IV) d'indexer une partie de son carried (25%) sur les objectifs *sustainability* et climat, tout comme Andera qui a pris une décision similaire pour son cinquième véhicule mid cap en cours de levée. Des décisions fortes qui, plus que la classification du fonds, devraient permettre de sortir du lot. ■

### À LIRE AUSSI SUR CFNEWS EN LIGNE



- ➔ Andera MidCap 5 mis en orbite
- ➔ France Invest dévoile sa commission « Sustainability »
- ➔ Eurazeo PME IV passe le cap du milliard

# LE NON-COTÉ EN QUÊTE DE RÈGLES UNIFORMISÉES



Parallèlement à l'entrée en vigueur progressive de la SFDR, d'autres réglementations essaient, confrontant les investisseurs à de nombreux défis de reporting qui ont fait l'objet d'une table ronde lors de la dernière édition de l'IPEM.

PAR **AUORE BARLIER**

**T**axonomie, SFDR, MiFID II, article 29 de la loi énergie-climat... L'œuvre des législateurs européens et nationaux est prolifique ces derniers mois. Si certaines de leurs exigences se recoupent, d'autres amènent les investisseurs et les entreprises à multiplier les exercices de *reportings* et les indicateurs à suivre. Aujourd'hui confronté à une forte hétérogénéité de l'information remontée par ses quelque 1 300 fonds partenaires, Alessandro Tappi, directeur des investissements du FEI, souhaiterait voir émerger un cadre de données fiable. « Cela requiert un engagement de collecte rigoureux de la part des GPs et des LPs et induit, par conséquent, des coûts importants », a-t-il souligné à l'occasion d'une table ronde organisée dans le cadre de l'IPEM. De quoi favoriser les investisseurs équipés pour absorber cette nouvelle vague réglementaire. « Toutes les réglementations à venir constituent autant d'opportunités pour les acteurs du *private equity* de démontrer la robus-

# Considérer demain comme une opportunité

CMS Francis Lefebvre est le premier cabinet d'avocat d'affaires français **pluridisciplinaire et international**.

Notre cabinet est reconnu pour la **qualité et la fidélité de sa clientèle** - représentant **tous les acteurs de l'économie** - mais aussi pour sa capacité d'**innovation** et son aptitude à délivrer **des conseils à forte valeur ajoutée**.

Assurances . Banque & finance . Commande publique . Concurrence & droit européen . Contentieux & arbitrage . **Corporate/Fusions & acquisitions** . Droit commercial . Droit de la consommation . Droit de la propriété intellectuelle . Droit des entreprises en difficulté . Droit du patrimoine . Droit du travail et protection sociale . Droit Fiscal . Droit Immobilier . Droit Public . Energie et Changement climatique . Environnement . ESG . Fonds d'investissement . Hôtels & loisirs . Infrastructure & projets . Private Equity . Sciences de la vie et Santé . Technologie, média & communications





*L'arrivée de la directive CSRD  
et de l'harmonisation des reportings  
ESG est une bonne nouvelle.*

LAURE VILLEPELET, DIRECTRICE ESG, TIKEHAU CAPITAL.



tesse de leur approche », a rappelé Isabelle Combarel, directrice du développement et responsable ESG de Swen CP, convaincue que « la mise en place de l'EET (European ESG Template) va certainement concourir à la standardisation des pratiques ». Créé sous l'impulsion de FinDatEx, une structure établie par plusieurs associations de Place, ce fichier d'échange de données permettra aux institutionnels et distributeurs de fonds de récupérer les données auprès des sociétés de gestion sur leurs produits (données liées aux réglementations SFDR, Taxonomie etc.) afin de pouvoir répondre aux préférences de durabilité exprimées par leurs clients finaux sous MiFID II.

## Vers des données comparables

**L**e Parlement européen s'est, lui aussi, penché sur l'uniformisation des pratiques à travers la directive sur les rapports de durabilité des entreprises (CSRD), adoptée début novembre. Son objectif : permettre aux investisseurs de disposer de données fiables et comparables en obligeant les entreprises de plus de 250 salariés et 40 M€ de chiffre d'affaires à publier régulièrement des données sur leur impact sociétal et environnemental. « L'arrivée de la directive CSRD et de l'harmonisation des *reportings* ESG est une bonne nouvelle. Elle nous permettra d'être plus efficaces et d'accorder davantage de temps à l'accompagnement de nos sociétés en portefeuille pour améliorer leurs pratiques et la part verte de leur activité », a salué Laure Villepelet, directrice ESG de Tikehau Capital. Mais un excès de standard ne tuerait-il pas l'essence-même de l'ESG ? Marina Leytes, senior vice president du fonds américain 57 Stars s'est, en tout cas, interrogée sur la pertinence d'avoir un cadre unique de *reporting*, ces rapports devant, avant tout, porter sur la matérialité de l'activité propre à chaque société. ■



La référence du conseil en stratégie  
au service des sociétés de gestion  
et des investisseurs financiers

**Indefi** est une **société indépendante**, créée en 2007, dirigée par ses fondateurs et qui emploie une équipe de 85+ consultants à Paris, New York, Düsseldorf, Londres et Zurich.

**Nos clients** sont des sociétés de gestion européennes généralistes ou spécialistes du non coté (*private equity* et infrastructures) ainsi que leurs participations.

**Notre offre** s'articule autour de deux axes principaux :

- l'élaboration de stratégies de développement des sociétés,
- l'analyse d'opportunités d'investissement et le suivi des participations.

Signataire des Principes de l'Investissement Responsable (PRI), Indefi est également pionnier dans le développement d'une activité de conseil stratégique en ESG et en *sustainability*.



[www.indefi.com](http://www.indefi.com)



# QUAND LA TECH BOOSTE LES PRATIQUES ESG DES FONDS



Alors que les expertises sont encore rares en matière d'ESG, notamment sur le sujet des émissions carbonées, des acteurs du digital proposent aux investisseurs des solutions facilitant la collecte, le pilotage stratégique et la publication de rapports.

PAR **LUCAS DJEFFAL**

Pour les fonds d'investissement français, l'année 2015 marque le début de l'épineux problème de la production de données extra-financières et de la définition de stratégies ESG, notamment alignées avec les objectifs climatiques. L'adoption de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte, et plus spécifiquement son article 173, oblige en effet la mise à disposition de ces informations à leurs souscripteurs. « C'était le grand stress sur la Place pour savoir comment collecter ces données que personne n'avait », retrace Marie-Anne Vincent, directrice du pôle Climate Finance de Sweep, éditeur d'une solution de pilotage carbone pour les entreprises et ancienne directrice générale du fournisseur de données climat Carbon4 Finance. « L'année suivante, un décret modifiant l'article 225 du code de commerce a été adopté pour que les entreprises réalisent également un *reporting* extra-financier, et notamment un bilan carbone, permettant aux acteurs financiers de commencer à collecter ces données ». Dans ce contexte, les sociétés d'investissement et les entreprises peuvent désormais se reposer sur les traditionnels cabinets de conseil tels que PwC, EY ou encore Indefi, aujourd'hui dotés de pôles *sustainability* spécialisés dans l'identification des principaux postes d'émission carbone et la mise en place de stratégie bas carbone, l'un des axes les plus complexes du triptyque ESG.



“  
Les discussions avec  
les cabinets de conseil  
font souvent ressortir  
le problème des  
ressources humaines.”

MARIE-ANNE VINCENT,  
DIRECTRICE DU PÔLE DE CLIMATE  
FINANCE, SWEEP.



## De nouvelles ressources

Si les Big Four et conseils traditionnels se sont rapidement adaptés à l'évolution du marché en se dotant de cette nouvelle expertise, ils n'en sont pas moins confrontés à des problèmes d'effectifs. « Aucun cabinet n'a le nombre de consultants suffisant pour couvrir tout notre portefeuille », témoigne un responsable *Sustainability* d'un grand fonds français. Une pénurie qui s'explique notamment par la bataille féroce à laquelle se livrent les acteurs en matière de recrutement. « Les discussions avec les cabinets de conseil

## LES LEVÉES DE FONDS D'ÉDITEURS DE LOGICIELS DE MESURE DES ÉMISSIONS CARBONÉES DEPUIS JANVIER 2021

NOM	INVESTISSEURS	DESSCRIPTIF DE L'ACTIVITÉ	MONTANT (M)	
			TYPE	
FAIRLY MADE	ETF PARTNERS (ENVIRONMENTAL TECHNOLOGY FUND), FRENCHFOUNDERS	Plateforme d'évaluation de l'impact environnemental du textile pour les marques.	1 <sup>er</sup> TOUR	5
SAMI	BUSINESS ANGEL(S) , FAMILY OFFICES , TUDIGO (EX BULB IN TOWN) , FINANCIERE SEXTANT	Plateforme de pilotage de l'empreinte carbone pour le PME et ETI.	AMORÇAGE	3,8
TRAAACE	ORANGE VENTURES, ARCHÉ GROUPE, BUSINESS ANGEL(S)	Plateforme de pilotage de l'empreinte carbone pour le PME et ETI.	AMORÇAGE	2
DIGITAL4BETTER (FRUGGR.IO)	GO CAPITAL, BUSINESS ANGEL(S)	Logiciel de calcul de l'impact environnemental et social du numérique.	AMORÇAGE	1
CARBONFACT (KANSO)	ALVEN CAPITAL, Y COMBINATOR, BUSINESS ANGEL(S)	Plateforme de mesure de l'empreinte carbone des marques de vêtements et de chaussure.	AMORÇAGE	1,9
GREENLY	ENERGY IMPACT PARTNERS (EIP), XANGE, BUSINESS ANGEL(S)	Logiciel de pilotage des émissions carbonées pour les PME.	2 <sup>ème</sup> TOUR	21
SWEEP	COATUE, FUTURE SHAPE, BALDERTON CAPITAL, NEW WAVE, LA FAMIGLIA VC, 2050	Logiciel de gestion des émissions carbonées pour les grandes entreprises.	2 <sup>ème</sup> TOUR	64,82
GREENMETRICS (MADADIM)	BUSINESS ANGEL(S)	Logiciel d'analyse de l'impact carbone de l'activité numérique des entreprises.	AMORÇAGE	1,4
SEAROUTES	WSB BEITIGUNGS, OHB VENTURE CAPITAL, TEAM ABC, CMA CGM, BUSINESS ANGEL(S)	Outil de quantification de l'empreinte carbone pour le fret maritime.	1 <sup>er</sup> TOUR	1,3
CLEAR FASHION	ASTERION IMPACT	Plateforme d'évaluation de l'impact social et environnemental des marques de vêtements.	1 <sup>er</sup> TOUR	1,4
ICEBERG DATA LAB (IDL)	AXA INVESTMENT MANAGERS (AXA IM), MIROVA, SIENNA INVESTMENT MANAGERS (EX-SIENNA CAPITAL), SOLACTIVE	Fournisseur de données et d'outils d'estimation de l'impact carbone des portefeuilles des institutions financières.	1 <sup>er</sup> TOUR	5

(\*) En millions d'euros

Source : sociétés / CFNews

font souvent ressortir le problème des ressources humaines. Il est difficile de recruter des talents car tout le monde s'intéresse aux mêmes profils. Il y a donc un vrai enjeu à digitaliser la collecte de données, notamment sur la partie *private equity*, car collecter des informations auprès des différentes participations via des questionnaires Excel envoyés par mail n'est ni passionnant, ni rentable pour les consultants - d'autant plus si l'exercice doit être réalisé régulièrement pour piloter des plans de réduction des émissions tant au niveau des entreprises



Valoriser la contribution positive à la société d'une entreprise est devenu un critère décisif dans les opérations de fusions & acquisitions.

Les associés de **Spin-Off & Co**, grâce à leur expertise reconnue et leur outil de pilotage l'algorithme **“ESG de Transaction<sup>©</sup>”** proposent un accompagnement sur mesure.

**Spin-Off** & Co  
Frédéric Assouline  
Daniel Colé  
Jean-Marie Simon

# LA DONNÉE : LE NERF DE LA GUERRE DE L'ESG

**P**armi les nouveaux acteurs technologiques mettant leur plateforme au service des fonds, figure le montpel-liérain Sweep, qui adressait au départ uniquement les grandes entreprises pour piloter leur réduction carbone. Carbometrix propose lui aussi un logiciel aux acteurs financiers, de même que Reporting 21, positionné de façon plus large sur le reporting ESG et récemment racheté par l'américain Cority. Autant d'acteurs français concurrencés dans l'Hexagone par les américains Persefoni, One Trust ou encore Figbytes. Ces outils promettent donc de simplifier la récolte des informations auprès des entreprises grâce à des questionnaires personnalisés selon leurs secteurs d'activité : l'unique façon de générer un bilan carbone fiable. L'utilisation de données financières - les seules qui sont

centralisées dans un système informatique et qui pourraient être collectées automatiquement -, se révèle en effet inexacte car une information comptable (facture d'un billet d'avion, par exemple) ne renseigne en rien sur la réalité des émissions (notamment inhérentes à la distance parcourue). « La fiabilité de nos réponses vient de la granularité et de la pertinence des facteurs d'émissions que nous utilisons. Un équivalent CO<sub>2</sub> est un produit entre une donnée d'activité - notre point de départ pour calculer l'empreinte carbone -, et des facteurs d'émissions correspondants. Nos facteurs d'émissions sont établis à partir des bases de données publiques et complétés par des informations plus fines et à jour, issues de bases privées ou des bases propriétaires que nous avons constituées », détaille Christian Couturier, co-fonda-



**CHRISTIAN COUTURIER, CO-FONDATEUR, CARBOMETRIX.**

teur de Carbometrix et ancien partner d'Astorg. Dans cette lignée, de nombreux éditeurs de logiciels en France tentent de se faire une place sur le marché de la mesure de l'impact carbone auprès des entreprises, souvent en se spécialisant sur des secteurs et des fonctionnalités associées, certains faisant notamment appel aux capital-risqueurs (voir le tableau page 42).

que du portefeuille d'investissements », analyse Marie-Anne Vincent. Des éditeurs de plateformes logicielles émergent donc, pour faciliter la récolte de ces données auprès des participations parfois nombreuses, que ce soit dans le cadre du suivi régulier de ces critères, mais aussi en amont des phases d'investissement. Et, pour soulager les cadres des entreprises concernées, ce sont de temps à autres des consultants extérieurs qui sont mobilisés et qui s'appuient sur ces outils. « La collecte des données ESG se fait à l'occasion de campagnes annuelles menées sur nos portefeuilles. L'approche adoptée par Ardian ne consiste pas en l'envoi d'un questionnaire lancé dans la nature :

# DOTMARKET.EU

## Ouvrir un nouveau monde d'opportunités digitales

### Et si les meilleurs rendements se situaient sur l'ultra small cap ?

DotMarket se positionne comme votre conseiller hybride  
entre banque d'affaires & professionnels du web.

Accédez aux deals en cours sur :  
[www.dotmarket.eu/marketplace](http://www.dotmarket.eu/marketplace)



Ils nous accompagnent



Pour suivre nos actualités, retrouvez-nous  
sur  et  @DotmarketEU

nous nous appuyons sur des conseils externes qui réalisent des entretiens avec le CEO, le RH et le directeur HSE s'il existe. Une partie des informations renseignées sur la plateforme l'est par des conseils externes », illustre ainsi April Tissier, *sustainability senior manager* d'Ardian.

## Un marché encore naissant

Une fois les données établies et regroupées, vient la publication des rapports. « Une tâche terriblement compliquée pour les non-initiés, juge Yannick Grandjean, le fondateur de Reporting 21. Les logiciels de comptabilité financière répondent à des normes très strictes (IFRS, French GAAP). Toutefois, pour le secteur extra-financier qui est encore en train de se développer, les normes sont nombreuses mais pas unifiées. » Au côté de la réglementation (SFDR pour l'Europe), de nombreux labels travaillent à imposer une méthodologie (B-Corp, EcoVadis...). Autant de modèles de rapports que les logiciels ont pré-enregistrés pour y répondre automatiquement, mais qui pourraient se standardiser par la suite. « Il existe un double mouvement dans le marché : une convergence des référentiels à l'international, en Europe et en France, les acteurs faisant part d'une volonté d'unification. Et aussi un mouvement de divergence et de complexification puisque, pour être précis dans l'extra financier, il faut créer des indicateurs spécifiques à chaque entreprise », analyse Yannick Grandjean. Selon Marc Schäfer, *director* chez Clipperton, la banque d'affaires qui a accompagné Reporting 21 lors de sa vente à Cority ainsi que les investisseurs sur le troisième tour d'EcoVadis, cette complexification constitue « un moteur de croissance pour les logiciels de reporting », tout comme « l'évolution des réglementations qui vont forcer les PME à disposer d'un reporting ESG ». Sur un marché encore naissant mais appelé à grandir, les entreprises tech ont donc bien une place à prendre. ■



« L'approche adoptée par Ardian ne consiste pas en l'envoi d'un questionnaire lancé dans la nature. »

APRIL TISSIER,  
SUSTAINABILITY SENIOR MANAGER,  
ARDIAN.

## À LIRE AUSSI

SUR CFNEWS EN LIGNE



- ➔ Sweep séduit des VCs américains
- ➔ Reporting 21 collecté outre-Atlantique
- ➔ Un énergéticien français régule Persefoni



**netsystem**  
make IT clear



Il est devenu indispensable d'appréhender la question de l'IT lors d'une opération M&A : maturité digitale, exposition au risque cyber, scalabilité, résilience, conformité réglementaire des données, propriété intellectuelle doivent systématiquement être étudiées et mises en perspectives. Netsystem est l'expert IT des transactions M&A et de la transformation digitale de vos participations.

Olivier Cazzulo, *CEO netsystem*



DUE DILIGENCE DIGITALE | DUE DILIGENCE TECH | DUE DILIGENCE CYBER  
VENDOR DUE DILIGENCE IT | CARVE-OUT | POST MERGER INTEGRATION

[www.netsystem.fr](http://www.netsystem.fr)

# LES LAURÉATS DE LA 5<sup>ÈME</sup> ÉDITION DES GRANDS PRIX CFNEWS AURA

250 invités ont assisté à la 5<sup>ème</sup> édition des Grands Prix CFNEWS de la Croissance Externe en Auvergne-Rhône-Alpes, le 22 novembre à l'emlyon business school. Le Jury, composé de nos partenaires, au côté de la rédaction de CFNEWS a distingué sept sociétés de la région pour leur parcours de croissance externe.





Agathe ZILBER, Présidente de CFNEWS Media Group et Rédactrice en Chef de CFNEWS, a ouvert la 5<sup>e</sup> édition des Grands Prix CFNEWS Auvergne-Rhône-Alpes.

Anne JOLY, journaliste CFNEWS à Lyon, a présenté et analysé les tendances de marché du LBO et du M&A dans la région.



## EVENTS

Vincent GIOLITO, professeur associé au département Stratégie & Organisation à emlyon business school, key speaker sur le thème : « Gagner dans un monde VUCA (Volatile-Incertain-Complexe-Ambigu) ».



### PRIX LARGE CAP CEGID

Prix Large Cap remis par Olivier PONCIN (à droite), Partner d'Advance Capital, à Aurélien BETTAS-REGALIN, Head of M&A de CEGID.



### PRIX MID CAP FRANCE VIGNAL LIGHTING GROUP

Prix Mid Cap France remis par Alban NEVEUX (à gauche), Group CEO de ADVENTION BUSINESS PARTNERS à Jean-Louis COUTIN (au centre), Président de VIGNAL LIGHTING GROUP.



### PRIX MID CAP INTERNATIONAL SOGELINK

Prix Mid Cap International remis par Bertrand MANET, Senior Advisor de ALANTRA à Fatima BERRAL, Présidente Directeur Général de SOGELINK.



---

## PRIX SMALL CAP FRANCE **ACI GROUPE**

Prix Small Cap France remis par Greg TRINGAT (à droite), Sales Director de DFIN (DONNELLEY FINANCIAL SOLUTIONS) à Philippe RIVIERE, CEO de ACI GROUPE.



## PRIX SMALL CAP INTERNATIONAL **ALPEX PROTECTION**

Prix Small Cap international remis par Bertrand ROBERT (à droite), Fondateur Associé de AMI CAPITAL, à Hervé TIBERGHEN, Président Directeur Général de ALPEX PROTECTION.



## PRIX TECH **SILEANE**

Prix Techno remis par Jean-Thomas HEINTZ (à droite) Partner de CMS Francis Lefebvre Lyon, à Hervé HENRI, Président Directeur Général de SILEANE.



## PRIX SPÉCIAL DU JURY **GROUPE CHEVAL**

Prix Spécial du Jury remis par Lionel GIAI-GISCHIA à droite, Directeur d'Investissement Senior de Bpifrance à Jean-Pierre CHEVAL, Président de GROUPE CHEVAL (à gauche).

# EVENTS





Lauréats et partenaires réunis sur scène pour immortaliser la 5<sup>ème</sup> édition des Grands Prix CFNEWS de la Croissance Externe en AuRA.

**bpi**france

ALANTRA

**Advention**  
BUSINESS PARTNERS

**CMS** Francis Lefebvre Lyon

AMI  
Capital

**Advance**  
capital

**DFIN**

Avec l'aimable soutien de



**RETROUVEZ**

➔ **TOUTES LES PHOTOS  
DE LA SOIRÉE**



